

[Texte]

evaluation, filling out of forms, requesting of information, justification on the part of the recipient. Many recipients are tired of this relationship, but most of all they are angered by the continued hypocrisy of the donors themselves in their pursuit of several objectives simultaneously while proclaiming that their sole objective is development assistance.

We have set up aid targets which we do not meet. We have proclaimed them for many, many years now; we do not meet them. The targets themselves are defined in hypocritical fashion so as to include private foreign investment in the totals; so as to count loans at high interest rates in the same way that we count grants; so as to conceal the costs to the recipient of procurement provisions that limit the procurement from the cheapest available source. They are regarded by the recipient nations as fraudulent targets, but we do not even achieve them.

What is the Canadian performance? The Government of Canada has been committed formally to the 1 per cent of national income, and now GNP target, which was accepted by the major states in the Development Assistance Committee of the OECD early in the so-called development decade, the nineteen sixties.

We have not, needless to say, got anywhere near that target. Lester Pearson and the Pearson Commission invited the world to adopt a new target; to adopt the target of 0.7 per cent of GNP to be devoted to official, that is governmental, development assistance.

• 1600

In 1969, the Canadian percentage was 0.34 per cent. The White Paper makes only one commitment on the volume of Canadian aid—it will increase by \$60 million during the fiscal year 1971-72. This will produce a percentage of perhaps 0.45 per cent if we get this disbursement out. In the past, as you are well aware, we have been disbursing at a rather

[Interprétation]

charitable et un assisté social. Ce n'est pas un transfert automatique de ressources d'une personne pauvre à une personne riche. C'est un procédé qui suppose des vérifications, des évaluations constantes, des formules à remplir, des demandes d'information et la justification de l'aide demandée de la part de celui qui la reçoit. Bon nombre de ces pays qui doivent demander de l'aide sont vexés de ce rapport avec le pays donateur, mais la plupart d'entre eux s'indignent devant l'hypocrisie que les donateurs eux-mêmes continuent de démontrer dans leur poursuite de plusieurs objectifs simultanés, alors qu'ils proclament par ailleurs, que leur seul objectif est celui de l'aide au développement.

Nous nous sommes fixés des objectifs que nous n'atteignons pas en ce moment. Nous les avons proclamés depuis bon nombre d'années déjà et pourtant nous n'arrivons pas à les atteindre. Ces objectifs eux-mêmes sont définis de façon hypothétique, de sorte qu'on puisse y comprendre les investissements totaux privés et à l'étranger, en plus d'y comprendre les prêts à taux d'intérêts très élevés, de la même façon que s'ils étaient simplement des subventions. Nous arrivons à cacher au pays en cause le coût de ces subventions de sorte qu'on limite ainsi les sources les moins onéreuses de subventions disponibles. Les nations qui reçoivent ces subventions estiment que ce sont des objectifs frauduleux, mais nous n'arrivons même pas à atteindre les buts que nous nous sommes fixés.

Qu'en est-il de l'apport du Canada dans ce domaine à l'heure actuelle? Le gouvernement canadien s'est engagé formellement à fournir 1 p. 100 du produit national brut, ce qui a été accepté par tous les principaux états au sein du Comité de l'Aide au développement de l'OCDE, lorsque ce programme en vue du développement a commencé c'est-à-dire au début des années 60.

Inutile de dire que nous n'avons pas encore atteint un tant soit peu cet objectif. Lester Pearson et la Commission Pearson ont invité les gens à se fixer de nouveaux objectifs. Celui-ci a tenté de faire adopter l'objectif de 0.7 p. 100 du PNB, qui serait consacré à l'aide au développement officielle c'est-à-dire gouvernementale.

En 1969, le pourcentage canadien était de 0.34 p. 100. Le Livre blanc ne s'engage que sur un seul point, c'est-à-dire sur le volume de l'aide canadienne qui sera augmentée de \$60 millions au cours de l'année financière 1971-1872. Cette façon de procéder produira un pourcentage d'environ 0.45 p. 100, si nous pouvons obtenir ces déboursés. Par le passé,